

L'illusion d'un développement durable

Tours, septembre 2026

Le développement est souvent perçu comme la « pierre philosophale pour résoudre tous les problèmes, la clé d'un nouvel « Smart Paradise » . L'immense majorité des auteurs envisagent le « développement » tel qu'il devrait être, comme un processus positif, nécessaire, souhaitable, susceptible d'améliorer les conditions de vie des populations concernées, de favoriser l'épanouissement personnel et la justice sociale.

Si l'on s'attache cependant à identifier ce qui s'est effectivement passé depuis deux siècles environ là où le « développement » s'est produit, celui-ci peut être défini comme la transformation de la nature et des relations sociales en biens et services marchands destinés à la demande solvable.

Ainsi, le « développement » n'est pas ce que l'on croit. Loin d'être un moyen pour accéder à un avenir radieux, il n'est qu'une formidable machine à détruire la nature et les relations humaines et les progrès que l'on invoque pour le justifier (dont certains sont incontestables) devraient être évalués en les comparant à ce qui a été perdu.

On a commencé à s'en rendre compte à la fin des années 1980, à la suite des désillusions provoquées par les échecs de trois « décennies du développement

On lui donne alors un nouveau souffle en lui collant l'adjectif « durable »

Il prétend inaugurer une nouvelle ère de croissance économique, scientifique et écologiquement soutenable .

Mais comment est-il possible de concilier une production croissante avec le respect de l'environnement ?

En fait, comme la notion souffre, dès l'origine, d'une absence totale de définition opérationnelle, personne ne peut s'arroger le droit de déterminer ce qu'elle signifie « vraiment » ! Il n'est dès lors pas étonnant que chacun s'en serve selon ses intérêts.

Antoon de Rooij

4. La « croissance/économie verte » et ses ennemis

file:///D:/PC/Asso/2026%20%20asso/Partant/Textes/site%20apres%20de%20veloppement/developpement%20durable/Flipo.pdf

Qu'est-ce donc que cette « croissance verte » mise à l'agenda lors du Sommet de Rio en 2012 ? Comme le « développement durable », c'est d'abord une formule diplomatique destinée à intégrer une diversité contradictoire d'aspirations, dans un concept délibérément vague. Esquissons quelques enjeux.

La croissance verte vient en premier lieu d'une intégration de la « contrainte » ou « externalité » écologique dans le cadre dominant néoclassique. C'est uniquement de cette manière que l'on peut comprendre l'accent mis sur les taxes et les permis, « outils de marché » cherchant à orienter l'innovation et les comportements des « acteurs rationnels » vers une « consommation verte ». Le Green New Deal Européen repose en grande partie sur cette stratégie et a peu été critiqué par les grandes ONG écologistes¹⁵⁶. L'avenir serait donc aux voitures propres etc. Les travaux du PNUE, de manière conjointe avec l'UICN, ont de plus poussé le concept de « services écosystémiques » et aujourd'hui de « services basés sur la nature » (« nature-based solutions »¹⁵⁷). L'idée est de rendre visible et de comptabiliser la contribution de la nature à la richesse des nations, en la conceptualisant comme « capital naturel » et en la chiffrant de manière monétaire si besoin.

Une critique faite à cette approche est qu'elle appauvrit la vision que nous avons ou devrions avoir de la nature, voire ne fait qu'étendre davantage l'économicisme et les approches de marché. L'UICN oppose un pragmatisme des résultats négociés avec les Etats et les entreprises. Les deux visions sont largement irréconciliables, bien qu'elles ne soient pas toujours aussi opposées qu'elles en ont l'air au premier abord.

Elles s'accordent en effet pour soutenir que les capitaux ne sont pas substituables entre eux, faisant de la nature un capital ou une ressource « critique » irremplaçable, ne devant être détruite sous aucun prétexte.

Elles rompent donc avec la « soutenabilité faible », qui insiste au contraire sur le fait que la technologie peut remplacer les services de la nature, comme le

soutiennent des d'économistes libéraux tels que W.D. Nordhaus ou Paul Romer.

Ces derniers admettent que le marché soit corrigé, dans une certaine mesure, pour que les prix reflètent les coûts occasionnés par les pollueurs : c'est le principe pollueur-payeur évoqué par l'OCDE dès les années 1970. Taxes et permis d'émission négociables sont deux manières de le mettre en oeuvre. Les économistes se sont longtemps opposés frontalement autour de ces deux instruments, les hétérodoxes favorisant le premier, car outil d'État par excellence, tandis que les orthodoxes soutenaient le second. De nombreux exemples de politiques écologiques, notamment de réduction des émissions de GES, montrent toutefois qu'aucun des deux n'a jamais donné de grands résultats. Les succès mis en avant tiennent à des situations particulières, dans lesquelles une solution technique à relativement bas coût était disponible – ainsi le marché des émissions de soufre aux États-Unis. Si l'enjeu est celui d'un basculement schumpétérien impliquant des changements profonds dans les modes de vie ou de production, alors c'est une stratégie orchestrée par l'État qui est requise - ce qui ne veut pas dire que l'État puisse remplacer tous les autres acteurs, qui ont un rôle à jouer. L'exemple des politiques d'électrification automobile le montre bien, et pourtant c'est un cas de changement relativement marginal par rapport à des politiques de réduction du recours à l'automobile : évolution des normes, politique de bonus-malus et de subventionnement pour faire décoller le marché, infrastructures de distribution de l'énergie, condition de travail, R&D, mouvements tels que les Gilets Jaunes etc. Les collectivités publiques, associations et syndicats interviennent chacun de manière relativement décisive, sur une base qui n'a qu'un lien très éloigné par les signaux-prix tant mis en avant par les économistes orthodoxes en matière de changement social et politique. A tel point que certains économistes estiment que ce débat a efficacement contribué à maintenir le statu quo, en monopolisant l'arène médiatique¹⁵⁸. (pg72)

Mais aussi, certains faits concordants, mis en évidence par les experts du climat, des sols, de la biodiversité, laissent penser qu'autour de l'an 2000 des limites écologiques de la Terre ont été atteintes ou même dépassées

La stratégie néolibérale de bioéconomie, par sa prétention à soumettre tous les vivants à un calcul économique "strict", vise une extension de la domination et de l'exploitation capitalistes du monde (bio 7)

Les États-Unis ont construit en 2001 une stratégie de convergence technologique¹⁵ qui a pour objectif

l'amélioration des performances humaines en matière de santé, de communication, de productivité, de

capacités militaires, d'apprentissage et d'éducation. Et tout cela a pour finalité le maintien de leur supériorité

technologique. La bioéconomie s'inscrit dans ce cadre comme l'exploitation "de la recherche et de

l'innovation dans les sciences biologiques afin de créer l'activité économique et le bien public."¹⁶.

Les européens, c'est-à-dire surtout l'Allemagne et la France, mettent l'accent sur le "développement durable"

et passent sous silence l'homme augmenté, sauf dans les colloques et séminaires, soit organisés par la

Direction Générale Recherche de la Commission Européenne¹⁷, soit dans le cadre de la présidence

tournante du Conseil Européen¹⁸ .(bio 8)